

alternatives

LE JOURNAL

VOL.13 NO.8 / MAI 2007

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Zimbabwe Fin de partie pour Robert Mugabe ?

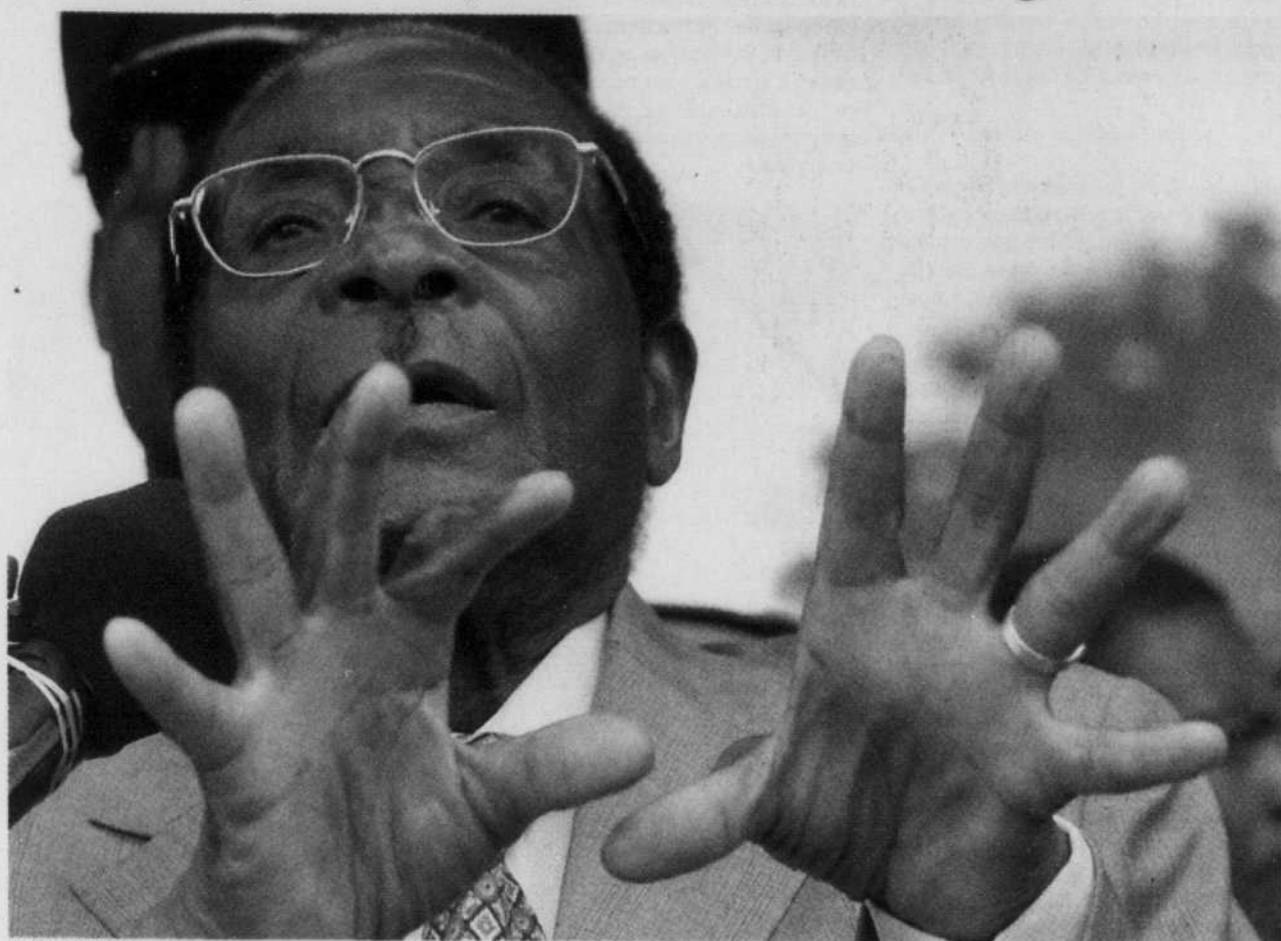


PHOTO: AP PHOTO

Au Zimbabwe, la répression contre l'opposition s'est nettement intensifiée au cours des dernières semaines. Apparemment, les ordres viendraient du président Robert Mugabe lui-même. Sauf que cette fois, même ses plus fidèles alliés commencent à s'inquiéter.

PATRICK BOND

DURBAN (Afrique du Sud) — En surface, Robert Mugabe apparaît inamovible. Lors d'un sommet extraordinaire de la Communauté de développement d'Afrique australe, tenu le 29 mars, en Tanzanie, les chefs d'État des pays voisins se sont montrés plutôt cléments à son égard. Au lieu de faire pression sur lui, ils ont mandaté le président sud-africain Thabo Mbeki pour qu'il serve d'intermédiaire entre lui et l'opposition. De toute évidence, le fait que M. Mbeki ait démontré à plusieurs reprises son parti-pris en faveur de Robert Mugabe

n'empêche personne de dormir.

À peu près au même moment, au Zimbabwe, le président Mugabe a réussi le tour de force de reconquérir les factions rivales au sein de l'Union nationale africaine (ZANU-PF), le parti au pouvoir, lors d'une réunion du bureau politique. Les délégués présents ont endossé sa candidature à l'élection présidentielle de 2008, en mettant de côté leurs états d'âme et leurs inquiétudes. Même qu'au moment où il a célébré avec faste son 83^e anniversaire de naissance, le mois dernier, Robert Mugabe avait de bonnes raisons de se sentir omnipotent.

Pour Morgan Tsvangirai, ancien syndicaliste et dirigeant du principal parti d'opposition, le Mouvement pour un changement démocratique (MDC), les choses se sont passées différemment. Le 11 mars, M. Tsvangirai et plusieurs autres dirigeants de premier plan du MDC ont été sauvagement passés à tabac par la police, au cours d'une manifestation pacifique que Robert Mugabe avait choisi d'interdire. Des centaines de personnes ont été arrêtées et torturées. Plusieurs ont été hospitalisées. On soupçonne aussi les

forces de sécurité d'être à l'origine de plusieurs assassinats, notamment celui de Gift Tandere, un militant de la société civile.

Selon le médecin Douglas Gwatidzo, de l'Association des médecins du Zimbabwe pour la défense des droits humains, l'État mène une politique d'attaques planifiées, « dont le niveau reste à peu près constant ». En moyenne, ces coups de main entraîneraient quatre hospitalisations par jour. Le but consisterait à ébranler et à intimider le MDC, au point où il pourrait éprouver de la difficulté à recruter des candidats pour les élections.

La déconfiture de l'opposition pourrait faciliter la mission de bons offices du président sud-africain, Thabo Mbeki — que le président George W. Bush avait désigné comme son « homme de confiance » au Zimbabwe, en 2003. M. Mbeki pourrait même orchestrer une transition en douceur au sommet de l'État, au cours de laquelle un protégé de Robert Mugabe prendrait les rênes du pouvoir, en 2008, avec l'accord de l'opposition.

VOIR PAGE 2 : ZIMBABWE

Dans les Andes, l'eau vaut son pesant d'or

Au moment même où l'industrie minière canadienne veut se doter d'un code d'éthique, un gigantesque projet de la compagnie Barrick Gold menace l'une des régions les plus fragiles de la Cordillère des Andes, à la frontière entre le Chili et l'Argentine. Voyage dans un monde où les glaciers valent de l'or.

ANTOINE CASGRAIN

SANTIAGO — À l'échelle mondiale, l'industrie minière canadienne constitue un véritable titan. Environ la moitié des 200 plus grandes entreprises minières de la planète sont basées au Canada! Comme pour la Grande-Bretagne au temps de la reine Victoria, le secteur minier canadien est devenu un vaste empire sur lequel le soleil ne se couche jamais. Mais ce joli conte de fées de la mondialisation possède une face moins reluisante. À l'étranger, les compagnies minières canadiennes n'ont pas toujours bonne réputation, loin de là.

Au fil des ans, on se souviendra du scandale ayant entouré les activités de la compagnie Talisman Energy, accusée de profiter de l'esclavage au Soudan. Ou des démêlés politico-juridiques d'Anvil Mining, une compagnie incorporée dans les Territoires du Nord-Ouest, qui fut soupçonnée de complicité dans le massacre de dizaines de civils en République démocratique du Congo. Sans oublier Ivanhoe Mines, qui fut dénoncée publiquement par le Congrès du travail du Canada (CTC) pour sa collaboration avec la dictature birmane.

Pour l'humanisme et les valeurs canadiennes, on pourra repasser.

Mais parmi les projets actuels des compagnies minières canadiennes à l'étranger, bien peu suscitent autant la controverse que la mine de Pascua Lama, à cheval sur la frontière entre le Chili et l'Argentine. Opérant à haute altitude, la future mine d'or de la compagnie Barrick Gold pourrait menacer plusieurs glaciers de la Cordillère des

Andes, fragile source d'eau potable d'une région désertique. L'une des premières versions du projet envisageait même de déplacer un glacier, après l'avoir découpé en morceaux!

Pas étonnant que l'implantation éventuelle de la mine suscite de vives inquiétudes, en particulier dans la vallée de Huasco, qui serait directement touchée. En fait, les agriculteurs de la région, les Autochtones Diaguites et les groupes écologistes ont dressé un véritable réquisitoire contre le projet. Ils craignent tout à la fois les risques de contamination, la disparition des ressources d'eau, les effets des rejets toxiques sur la santé, les nuisances pour l'agriculture et la disparition plus ou moins forcée des hameaux situés près de l'enclave minière.

Il faut savoir que la vallée de l'Huasco constitue une oasis, située en plein cœur du désert de l'Atacama, la région la plus aride de la planète. Et il ne fait aucun doute que l'exploitation minière utiliserait d'importantes quantités d'eau, dans une région soumise régulièrement aux sécheresses. Selon les opposants, la réalisation du projet risque d'entraîner la disparition de trois petits glaciers, en plus d'affecter l'important glacier de Estrecho, principale source d'eau de la vallée. De plus, il faut valoir que l'Huasco constitue le dernier bassin versant du Nord chilien à être demeuré à l'abri des activités minières ou industrielles, ce qui a favorisé l'agriculture et le tourisme.

Un projet modèle ?

En résumé, le projet de Pascua Lama consiste à exploiter une vaste mine à ciel ouvert, à cheval sur la frontière entre le Chili et l'Argentine, à près de 5 000 mètres d'altitude. À partir d'un investissement initial de 1,5 milliard \$US, Barrick Gold pense pouvoir en extraire 20 millions d'onces d'or et 685 millions d'onces d'argent sur une période de 20 ans. Précisons aussi que si une partie de la mine se trouve en territoire argentin, l'essentiel des opérations se déroulerait du côté chilien, dans la région de l'Atacama, à environ 650 km au nord de la capitale Santiago.

Sur son site Internet, la compagnie Barrick Gold multiplie les assurances concernant le respect de l'environnement.

VOIR PAGE 5 : CHILI

Irlande du Nord Faire la paix, pas l'amour

Au cours des prochains jours, l'Irlande du Nord devrait se doter d'un gouvernement associant les catholiques et les protestants. Un tour de force impensable il y a quelques années. Retour sur la plus improbable des paix.

JEAN-SIMON GAGNÉ

Durant les années 1980, un immense graffiti accueillait les rares visiteurs à l'entrée de Belfast, la capitale de l'Irlande du Nord. « Welcome to Beirut! » avait gribouillé une main vengeresse sur un mur lépreux. La phrase constituait une sorte d'avertissement. Et la référence au Liban, alors en pleine guerre civile, n'avait rien d'innocent. Belfast appartenait à un autre monde. En dehors de l'Europe et en dehors du temps. L'auteur du graffiti aurait tout aussi bien pu écrire: « Bienvenue en enfer! »

Si la haine pouvait se vendre au mètre carré, la capitale de l'Irlande du Nord aurait collectionné les millionnaires. En quelques minutes, le calme pouvait laisser place à des émeutes inter-religieuses d'une violence inouïe. Les grandes palissades de métal qui séparaient les quartiers catholiques et protestants semblaient bien dérisoires. L'humour noir irlandais n'avait pas

tardé à baptiser Peace Wall [mur de la paix] cette construction couverte de graffitis menaçants ou obscènes.

De mémoire, l'un d'eux se lisait ainsi: « Kevin T. a parlé avec le RUC [la police d'Ulster]. Maintenant il parle avec les morts. »

La situation irlandaise paraissait inextricable. Un mélange de lutte coloniale et de guerre de classes. Tout cela copieusement arrosé de guerres de religion et d'obscurantisme. Les soldats britanniques blêmes de peur qui patrouillaient les rues de Belfast ou de Derry, en tenant les passants en joue, l'avaient réalisé mieux que quiconque. Dans les quartiers populaires catholiques, même les mémés leur crachaient au visage.

L'explosion de 1969

L'Irlande du Nord, demeurée sous la tutelle britannique après l'indépendance du sud de l'île, en 1921, avait instauré un régime de ségrégation religieuse plus ou moins subtil. Les catholiques, qui formaient environ 40 % de la population, étaient largement tenus à l'écart de la fonction publique, des meilleurs emplois dans les usines et des rangs de la police. Leur sort n'était pas sans rappeler celui des Noirs des États-Unis, au point où l'on parlait des « nègres roux ».

« Quelle est la seule manière pour un catholique d'entrer à l'Université de Belfast ? interroge une blague irlandaise des années 1950. Simple. Il donne son corps à la science. »

Ce régime bancal vole en éclats à partir des années 1960. Inspirés par le Mouvement de droits civiques des Noirs aux États-Unis, les catholiques organisent des marches pacifiques pour réclamer l'égalité. Dans le contexte de fanatisme religieux de l'Irlande du Nord, cela équivaut à une déclaration de guerre. À l'été 1969, de véritables pogroms anticatholiques éclatent un peu partout, en particulier à Belfast, où pas moins de 500 maisons sont incendiées.

Ni l'intervention de l'armée britannique ni l'administration directe de Londres ne parviennent à calmer les choses. Bien au contraire. Des milliers de jeunes catholiques en colère vont rejoindre les rangs de la vieille Armée républicaine irlandaise (IRA). Des régions entières de l'Irlande du Nord deviennent des zones interdites, dans lesquelles l'armée britannique n'ose même plus s'aventurer.

Pour reprendre la situation en main, Londres tire profit des erreurs de ses adversaires. Par exemple, la réputation de Robin des bois de l'IRA ne survivra pas à une série de carnages commis contre des civils. L'IRA se déchire aussi entre ses factions rivales. Ces der-

VOIR PAGE 2 : IRLANDE

Murale de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), à Belfast, dénonçant la collusion entre les groupes paramilitaires protestants et la police.

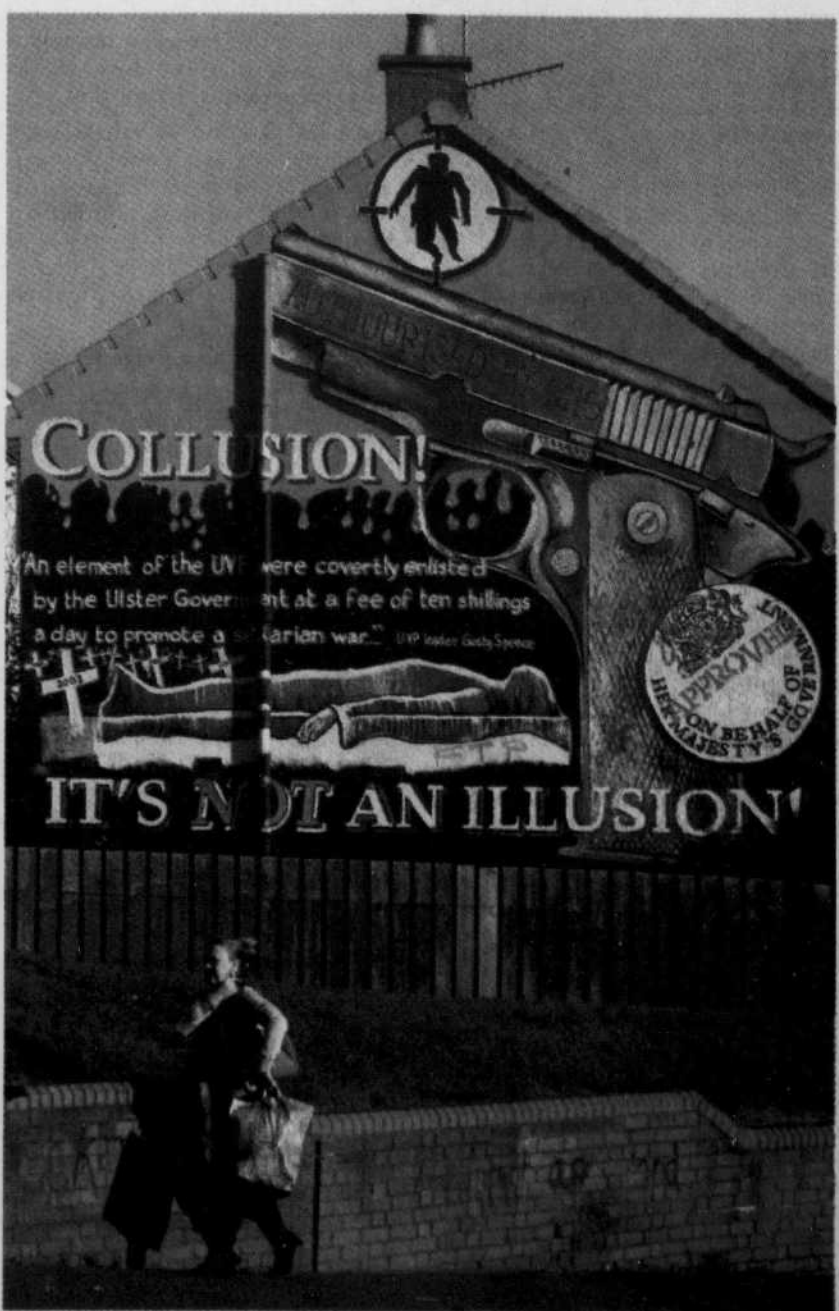


PHOTO: AP PHOTO / PETER MORRISON

IRLANDE

SUITE DE LA UNE

nières règlent leurs comptes lors de fusillades rappelant le défunt Al Capone, dans le Chicago des années 1920.

Surtout, Londres met au point une stratégie contre-insurrectionnelle, qui permet d'infiltrer durablement les organisations clandestines. Dès le milieu des années 1970, les prisons d'Irlande du Nord sont devenues de véritables laboratoires. On y teste de nouvelles techniques d'interrogatoire et de coercition, susceptibles de faire parler les plus récalcitrants. Malgré les opérations spectaculaires, l'IRA ne reprendra plus jamais l'initiative militaire.

Entre temps, l'Ulster est devenue une véritable zone sinistrée. Pas moins de 90 % des habitants de la province vivent dans des quartiers peuplés exclusivement de leurs coreligionnaires. Le chômage frôle régulièrement les 80 %. Autant du côté catholique que du côté protestant, les groupes paramilitaires se sont bien souvent substitués aux anciennes structures de l'État. Plus que tout, ils assurent l'ordre, notamment en protégeant la population contre les groupes adverses ou contre les trafiquants de drogue.

« Dans une famille où l'on trouve trois générations de chômeurs, le paramilitaire fait souvent figure de modèle », constatait un travailleur social d'un fief protestant, interviewé en 2001, par *Le Monde diplomatique*. « Ils [les paramilitaires] font du bon boulot. Si tu as un problème, tu t'adresses à eux, renchérisait un jeune loyaliste. Tu as un flingue, du pouvoir. Dans mon quartier, à peu près tout le monde est impliqué à des degrés divers avec l'Ulster Volunteer Force » [mouvement lié à l'extrême droite britannique].



Un peu d'histoire

À première vue, la Grande-Bretagne fait preuve de générosité en concédant l'indépendance au sud de l'Irlande, en 1921, après des siècles d'affrontements périodiques. De fait, elle ne conserve que six des huit comtés de la province du nord, l'Ulster. Mais cet audacieux découpage répond à deux objectifs. D'abord, il lui permet de constituer une enclave à majorité protestante, fanatiquement attachée à la couronne britannique. Ensuite il lui permet de conserver une bonne partie de la base industrielle de l'île, notamment les chantiers navals de Belfast.

La partition de l'île constitue un cadeau empoisonné. À peine inauguré, le nouvel État irlandais est déchiré par une terrible guerre civile, qui oppose les troupes gouvernementales aux dissidents de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui refusent la partition. Entre les anciens compagnons de la guerre d'indépendance, la lutte sera sans merci. Les blessés sont souvent achevés à coups de pelle ou de pioche. Des frères s'entre-tuent. Pas moins de 12 000 prisonniers politiques s'entassent bientôt dans les prisons et les camps de concentration.

À la fin, la défaite de l'IRA ne sonne pas seulement le glas des rêves de réunification de l'île. Elle porte aussi un coup fatal à tout ce que l'Irlande compte de dissidents. Car la purge des milieux républicains nationalistes s'accompagne d'une répression impitoyable, notamment contre la gauche et contre les milieux syndicaux. Ravagée par la guerre, étouffée par un clergé particulièrement réactionnaire, privée des industries et de la base ouvrière du Nord, l'Irlande mettra des décennies à panser ses plaies. Entre temps, des centaines de milliers d'Irlandais auront choisi d'immigrer pour échapper à cette terre de bigoterie et de misère.

Les plaques tectoniques

Avec le temps, toutefois, même les plaques tectoniques irlandaises se mettent à bouger. Les effets dévastateurs des affrontements intercommunautaires n'échappent à personne. Il faut avoir vu les brutes avinées de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) faire régner la terreur dans les pubs pour percevoir à quel point la justice constituait le cadet de leurs soucis. Dans le camp des protestants, le tableau n'était guère plus réjouissant. Certains groupes paramilitaires servaient de couverture à une poignée de psychopathes, dont les crimes sadiques sont impossibles à décrire.

Dans son livre *La résistance irlandaise : 1916-2000* (Terre de Brume), l'auteur Roger Faligot évoque pour sa part l'extrême lassitude de tous les belligérants. « (...) Les dirigeants anglais, conservateurs comme britanniques, comme travaillistes, ont compris que l'IRA ne pouvait être défaite militairement; leurs services de renseignements le leur ont dit (...); les [protestants], dans leur ensemble, se sont rendu compte qu'ils ne seraient pas éternellement majoritaires dans le Nord et qu'il valait mieux négocier en position de force relative. »

Quand les premiers véritables pourparlers secrets débutent, au début des années 1990, le gouvernement britannique ne cache plus son ras-le-bol. « Trois

milliards de livres [6 milliards \$] pour un million et demi de personnes, ça suffit », disait le premier ministre britannique John Major. L'Irlande du Nord était devenue un boulet, un abcès qui empoisonnait la vie du pays.

« Je ne crois pas que l'attitude de Londres s'explique seulement par sa volonté d'alléger le fardeau financier que représente l'Irlande du Nord », explique Garth Stevenson, professeur de science politique à l'Université de Brock, en Ontario. De toute façon, Londres va continuer de payer. En fait, pour la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord était devenue un sujet d'embarras constant, qui nuisait à l'image d'État démocratique qu'elle entend projeter de par le monde. Quant aux deux camps ennemis, ils sont davantage intéressés à faire la paix parce qu'ils ont la conviction que l'autre ne peut pas remporter une victoire totale. »

Signés en avril 1998, les Accords du Vendredi Saint ont été rendus possibles par la médiation du Sud-Africain Nelson Mandela. Ils prévoyaient notamment le partage du pouvoir entre protestants et catholiques, la démilitarisation de la police et le désarmement des groupes paramilitaires. Mais ils se heurteront bientôt au refus de l'IRA de livrer ses armes. L'intransigeance des extrémistes protestants, regroupés autour du pasteur Ian Paisley, fera le reste.

Véritable personnage de roman, sorti tout droit des guerres de religion du XVI^e siècle, Ian Paisley a fini par diriger le plus important parti protestant d'Irlande du Nord. Toute sa vie n'aura été qu'une suite de refus. Non à la fin de la domination protestante. Non au dialogue avec les « papistes » [les catholiques]. Et même non à la musique country, qui incite « à la luxure ». À Belfast, on disait à la blague que le pasteur avait prononcé le mot « oui » pour la dernière fois lors de son mariage, dans les années 1950.

Suspendus une première fois par Londres, en 2002, les accords de paix seront réanimés trois ans plus tard, avec le renoncement officiel de l'IRA à la lutte armée. Au même moment, Londres fait frémir les extrémistes protestants en menaçant de se tourner vers la République d'Irlande, pour administrer la province. Last, but not least, le gouvernement britannique et la Communauté européenne promettent d'investir 73 milliards d'euros, au cours des 10 prochaines années, pour relancer la province. Pas étonnant que l'on parle déjà de cette cagnotte comme des « dividendes de la paix ».

D'un côté, les protestants demeurent citoyens britanniques. Majoritaires en Irlande du Nord, ils n'ont pas à craindre la réunification de l'île, du moins pour le moment. Les Irlandais catholiques, pour leur part, n'ont pas renoncé à leur rêve de réunifier leur île. Ceux-là croient que la démographie joue pour eux, et qu'ils finiront par devenir majoritaires. Ils pourraient alors envisager la tenue d'un référendum sur la réunification de l'Irlande.

Pour l'instant, la paix sans vainqueur ni vaincu semble convenir aux ennemis de naguère. La présence du pasteur Ian Paisley aux côtés de Gerry Adams, un ancien de l'IRA, le mois dernier, le confirme d'une manière spectaculaire. Chacun effectue un pari sur l'avenir, convaincu que le temps joue pour lui.

C'est la recette des triomphes définitifs, mais aussi parfois des grandes catastrophes.

Un aperçu du mur de la paix (Peace Wall), qui sépare certains quartiers catholiques et protestants, à Belfast.



PHOTO : WWW.RUSSVITALE.NET

ZIMBABWE

SUITE DE LA UNE

Mais la question principale reste de savoir si le naufrage économique du Zimbabwe pourra être évité par une série de prêts d'urgence du Fonds monétaire international (FMI). En février, au Zimbabwe, le taux d'inflation calculé sur une base annuelle atteignait 1 729 %, probablement un record mondial. Le PNB était en chute libre et le taux de chômage voisinait les 80 %.

Il est vrai qu'en 2005-2006, Robert Mugabe avait réussi à rembourser environ 190 M\$ au FMI. Et qu'il devra bientôt rembourser une somme équivalente. Mais l'argent n'est pas la seule considération qui doit être prise en compte. Avec le virage à gauche de plusieurs pays latino-américains, évoluant en dehors de l'orbite de Washington, le petit Zimbabwe pourrait prendre de la valeur. Il pourrait même devenir le prochain grand champ de bataille idéologique.

Pour l'instant, les sbires de Robert Mugabe ne sont pas à court d'explications pour justifier la déconfiture économique de leur pays. Le plus souvent, ils attribuent la crise à la vengeance des États et des Institutions occidentales, qui n'auraient jamais digéré la réforme agraire entreprise par M. Mugabe. Ils blâment aussi l'effet des sanctions internationales, même si ces dernières apparaissent minimes. En dehors des pénalités encourues pour défaut de paiement, les quelques mesures de rétorsion ne touchent qu'une poignée d'individus.

On le devine, même les principaux officiels du département d'État américain analysent différemment la source des maux qui accablent le pays. Ils citent plutôt « les politiques fiscales désastreuses et les dépenses incontrôlées du gouvernement ». Ils visent aussi tout particulièrement « les coûts de la présence militaire du Zimbabwe dans le Congo voisin, de même que la poursuite chaotique et improvisée du programme de réforme agraire ».

L'heure la plus sombre

Même si la majorité du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), dirigé par l'ex-syndicaliste Morgan Tsvangari, s'est déclarée attachée aux principes de la social-démocratie, le doute subsiste encore sur ses véritables intentions. Tout le monde se souvient encore du changement de cap effectué par le gouvernement de la Zambie voisine, au sortir du long règne du président Kenneth Kaunda, en 1991. Le gouvernement du syndicaliste Frederick Chiluba avait été porté au pouvoir à la suite d'émeutes qui avaient éclaté pour protester contre les diktats du FMI. Mais il n'avait pas tardé à revenir à une politique plus conforme aux intérêts de Washington.

S'il faut en croire le dernier communiqué émis par le FMI, sur le Zimbabwe, « la clé pour aller de l'avant consistera à s'assurer que des réductions importantes

seront effectuées dans les dépenses gouvernementales (...). Des ajustements fiscaux importants devront être soutenus par l'adoption d'un taux de change unique, à des niveaux déterminés par le marché. Il conviendra aussi d'éliminer les restrictions actuelles sur les comptes et les transferts de fonds en devises étrangères, de libéraliser les prix et d'imposer de sévères restrictions budgétaires aux entreprises publiques ».

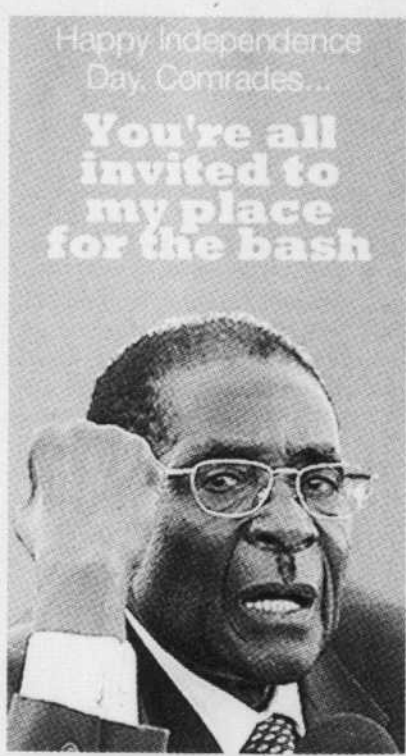
La FMI n'a pas exercé de véritable autorité au Zimbabwe depuis 1999, alors qu'il avait consenti un prêt de 53 M\$, qui devait servir de préambule à un autre prêt de 800 M\$, en provenance d'autres créanciers. À l'époque, le négociateur principal du FMI, Michael Nowak, ne cachait pas ses intentions : « Nous voulons d'abord que le gouvernement réduise les tarifs imposés sur les produits de luxe, en septembre dernier. Ensuite, nous demandons au gouvernement de nous fournir un échéancier clair expliquant comment et dans quels délais il retirera les contrôles des prix qu'il a imposés sur certains produits. »

Cinq mois plus tard, le FMI acceptait d'augmenter son prêt à 200 M\$, mais en y ajoutant d'autres conditions : l'accès à des informations confidentielles sur la guerre en République démocratique du Congo et un engagement à payer de nouvelles dépenses militaires dans le budget existant.

En d'autres termes, cela signifie que le FMI a encouragé le président Mugabe à sabrer dans la santé, dans l'éducation et dans d'autres secteurs mal en point, au profit des aventures militaires et du bien-être de sa cour. L'institution a aussi exigé le rappel des rares politiques de redistributions adoptées par le Zimbabwe depuis fort longtemps. Citons dans l'ordre le gel des comptes en devises étrangères dans les banques locales, qui avait immédiatement stoppé la forme la plus courante d'évasion fiscale, une taxe de 100 % sur les produits de luxe et un contrôle du prix de certains produits de base, imposés à la suite de plusieurs émeutes dans les villes.

En 1999, le marché conclu entre Robert Mugabe et le FMI avait été rendu caduc par l'incapacité pour le pays d'atteindre ses objectifs fiscaux. L'année précédente, Robert Mugabe avait dépensé pas moins de 38 % des revenus tirés des exportations pour rembourser les dettes contractées à l'étranger. Ce niveau, presque sans précédent à l'échelle mondiale, n'avait été dépassé cette année-là que par le Brésil et le Burundi.

Il faut ajouter que le communiqué émis par le FMI en décembre appelle aussi au maintien de certaines protections sociales. Mais il est douteux que le remède principal proposé par l'Institution — les coupes budgétaires dans un État ruiné — ne parvienne à guérir un malade déjà fort mal en point.



Carte postale humoristique distribuée par les opposants au régime de Robert Mugabe. Traduction libre : « Joyeuse fête de l'indépendance, chers camarades. Vous êtes tous invités chez moi pour le grand party de la raclée. »

La dernière analyse produite par la société civile du Zimbabwe, en 2000, proposait un tout autre programme. Elle avait été produite par un groupe aux idées progressistes, œuvrant à l'intérieur du programme de développement des Nations unies. Pour l'essentiel, sa stratégie misait sur le développement. Elle se basait sur des considérations patriotiques et sur le respect des besoins essentiels de la population. Elle aurait besoin d'être reformulée et complétée par des organisations comme le Forum social du Zimbabwe, les syndicats, les organisations de femmes et les Églises.

Le vaste mouvement démocratique en Afrique du Sud avait été confronté à ce genre de défi, au sortir de l'Apartheid, en 1993. Cela avait conduit à l'adoption du Programme de reconstruction et de développement [NDLR : lui-même aujourd'hui remplacé par un programme de tendance plus néo-libérale]. Mais l'expérience a démontré que c'est par la suite que le plus difficile reste à faire : s'assurer que le gouvernement rende des comptes au peuple.

L'auteur dirige le Centre for Civil Society de l'Université du KwaZulu-Natal, à Durban, en Afrique du Sud. Il est le coauteur du livre *Zimbabwe's Plunge : Exhausted Nationalism, Neoliberalism and the Search for Social Justice* (UKZN Press).



Le Québec change...

MOBILISONS-NOUS!

Soirée bénéfique pour le 1^{er} Forum social québécois

Jeu 26 avril à 21 h

Un grand rassemblement festif avec musique, cirque, danse, etc. Billets 12 / 15 \$

Infos : 514. 982.6606 poste 2239

www.forumsocialquebec.org/2007

Qui a peur de l'indépendance du Kosovo ?

Au cours des prochaines semaines, les Nations unies approuveront vraisemblablement l'indépendance du Kosovo. Il n'y a pas si longtemps, la nouvelle aurait été accueillie comme une catastrophe. Aujourd'hui, il n'est plus rare d'entendre dire que l'indépendance de la province serbe à majorité albanaise pourrait contribuer à pacifier la région.

ADAM NOVAK

Pour une fois, du moins en ce qui concerne le Kosovo, la politique étrangère de l'Union européenne (UE) semble claire. Et même responsable, par-dessus le marché. Les dirigeants de l'Union ont récemment accepté le principe de l'indépendance du Kosovo assortie de la promesse d'ouvrir sans délais les négociations sur son entrée éventuelle dans l'Union européenne. Mais Bruxelles a aussi clairement lié chaque étape vers l'intégration à l'UE au respect des droits des minorités, en particulier pour les Serbes. Ces derniers représentent pas moins de 20 % des deux millions d'habitants du futur pays.

L'Union européenne s'est aussi engagée à financer la présence d'observateurs au sein des corps de police, en plus d'assumer les frais de certains programmes visant à favoriser la réconciliation et l'intégration des minorités. Certes, les Européens ne sont pas naïfs. En Serbie, l'indépendance du Kosovo, considéré comme le berceau de la nation serbe, ne manquera pas de causer beaucoup d'émoi. Mais dans la mesure où la Serbie se contentera d'émettre des protestations verbales, plutôt que de renouer avec son passé belliqueux, il apparaît entendu qu'elle bénéficiera d'une intégration accélérée à l'Union.

Une autre ex-République yougoslave, la Slovaquie, fait déjà partie de l'Union européenne depuis 2004. Et la Croatie doit suivre en 2012.

Plus de carottes, moins de bâtons
Tout au long du processus de désintégration de la Yougoslavie et de l'Union soviétique, les États-Unis se sont toujours appliqués à isoler les républiques dominantes — la Serbie et la Russie — tout en essayant de recruter les nouveaux États indépendants comme alliés. À l'op-

posé, l'Union européenne a refusé d'humilier la Serbie. Surtout, elle a fait miroiter à toutes les anciennes Républiques yougoslaves la possibilité d'adhérer à son club sélect, à condition de reconnaître le tracé de leurs frontières mutuelles et de s'engager à reconstruire la coopération économique régionale.

Plutôt que de miser sur la force, Bruxelles table sur le pouvoir d'attraction de l'Union, sur la coopération économique et sur les patientes négociations qui ont fini par caractériser toute la politique européenne. La récente sécession du Monténégro, accomplie sans heurts ni violence, constitue un succès européen à tous les points de vue. Peut-être pas très spectaculaire, il est vrai. Mais de loin préférable à la doctrine Bush en matière de politique étrangère...

Les Nations unies démontrent elles aussi une étonnante capacité à faire face à des situations compliquées, sur la base d'un traitement au cas par cas. Les membres non permanents du Conseil de sécurité ont ainsi rejeté le plaidoyer de la Serbie voulant que les frontières nationales ne puissent jamais être changées. La France et la Grande-Bretagne se sont aussi engagées à mettre sur pied un audacieux plan de reconstruction du Kosovo et de la Serbie, à travers l'Union européenne.

Il va de soi que des pays comme la Russie préféreraient que les Nations unies limitent le droit à l'indépendance à des territoires déjà organisés sur la base d'un État multinational (comme l'Ukraine, la Croatie ou le Québec) plutôt qu'à des sous-ensembles homogènes comme la Tchétchénie ou la partie kurde de la Turquie. En revanche, malgré ses réticences, la Russie conçoit que le Kosovo ne pourra jamais retourner sous l'administration directe de Belgrade.

Des dirigeants responsables
Dans le cas du Kosovo, les dirigeants régionaux ont aussi délaissé les discours incendiaires pour adopter des positions très responsables. Il y a une quinzaine d'années, les dirigeants de chaque portion de la Yougoslavie rivalisaient de démagogie nationaliste pour se tailler de petits empires. Aujourd'hui, leur principale préoccupation consiste à persuader Bruxelles d'accélérer l'intégration de leur pays à l'Union européenne. Ils se livrent aussi une concurrence féroce pour attirer les multinationales à coups de baisses d'impôt. Chacun se présente comme la porte d'entrée des Balkans et de leurs 55 millions de consommateurs.

Désormais, pour chacune des anciennes républiques de l'ex-Yougoslavie, la paix semble offrir de meilleures perspectives que la guerre. Même la Serbie, la république qui a le plus perdu dans la désin-



Un marché à Pristina, la capitale du Kosovo. Plus personne ne croit vraiment que la province à majorité albanaise puisse un jour retourner sous l'administration directe de la Serbie.

tégration de la Yougoslavie, pourrait utiliser le précédent du Kosovo afin d'obtenir une plus grande autonomie pour les Serbes de Bosnie-Herzégovine, un autre protectorat des Nations unies.

Même au Kosovo, plusieurs acteurs politiques ont su faire preuve d'intelligence, sans renoncer à leur objectif de créer un État indépendant. Déjà, ils avaient survécu à une décennie d'oppression sous la férule du dirigeant serbe Slobodan Milosevic, en créant un réseau parallèle d'écoles, de cliniques et de conseils municipaux. Depuis la fin de la guerre, en 1998, ils ont tiré profit du protectorat des Nations unies pour éliminer les derniers vestiges de la tutelle serbe. Par exemple, les jeunes Kosovars parlent désormais mieux l'anglais que le serbe.

En contrepartie, les politiciens kosovars ont reconnu que le traitement réservé à la minorité serbe constituerait l'étalon de mesure à partir duquel ils seraient jugés par la communauté internationale. Plusieurs politiciens libéraux, notamment l'ancien dissident Vetton Surroi, n'ont pas ménagé leurs efforts pour encourager les Serbes à se percevoir comme une composante de la société kosovar, plutôt que de se comporter comme un appendice de la grande Serbie.

« Parce qu'ils laissaient les autorités de Belgrade parler en leur nom, les Serbes du Kosovo finissaient par être perçus comme une sorte de cinquième colonne par la majorité albanaise. Cela empoisonnait les relations, explique Surroi. Il est dans l'intérêt de la majorité albanaise de faire en sorte que ses voisins de la minorité serbe construisent des institutions municipales et des associations culturelles solides. Il faut aussi les encourager à participer à tous les échelons de gouvernement. C'est la seule façon de prévenir de nouveaux conflits. »

Reste que le Kosovo abrite aussi une jo-

lie collection d'extrémistes et de politiciens irresponsables. Difficile d'oublier qu'il s'agit de l'une des sociétés les plus violentes d'Europe. Autant du côté serbe que du côté albanaise, des gens y sont encore lynchés pour avoir parlé la « mauvaise » langue en public. Mais la prolongation du protectorat des Nations unies ne constituait pas une solution. Elle ne pouvait que perpétuer les politiques irresponsables, puisque rien de tout cela ne prêtait vraiment à conséquence. Seule l'indépendance peut obliger les politiciens du Kosovo à faire face aux responsabilités qui accompagnent la direction d'un État, tout en conjurant les démons du passé.

L'Europe gagnante

L'intégration du Kosovo constituera une bonne nouvelle pour les relations interreligieuses et interculturelles en Europe. Tout comme leurs coreligionnaires de Bosnie, d'Albanie, de Macédoine et de Serbie, les musulmans du Kosovo ont développé une version originale de l'islam très imprégnée des valeurs européennes. Rien à voir avec la manipulation des symboles religieux à laquelle se livrent certains orthodoxes serbes ou certains catholiques croates — sans parler des imams nés à l'étranger qui dominent la vie musulmane en Europe de l'Ouest. Les dirigeants musulmans des Balkans constituent d'ardents partisans de l'œcuménisme, du respect et de la tolérance.

Plus d'un demi-million d'immigrants en provenance du Kosovo, soit environ un quart de la population de la province, se sont établis en Allemagne, en Suisse ou dans d'autres pays européens. Plusieurs y ont ouvert des boutiques, des restaurants ou de petites entreprises. La normalisation du statut du Kosovo ne peut qu'améliorer l'inté-

gration de ces travailleurs. Elle améliorera aussi leur capacité à contribuer à la reconstruction de leur pays d'origine. Dans tous les pays pauvres, le financement en provenance de la diaspora joue toujours un plus grand rôle que l'aide au développement.

Les principaux perdants de l'indépendance du Kosovo seront sans doute les 300 000 Serbes qui ont quitté le Kosovo depuis que l'OTAN a expulsé les forces loyales au régime de Belgrade, en 1999. Sans parler des milliers d'autres qui ne manqueront pas de quitter la province, si elle devient indépendante. Pour l'instant, l'avenir qui les attend en Serbie est loin d'être rose. Après deux décennies de bouleversements, le pays n'est pas en mesure de créer les emplois et les opportunités qui leur permettraient de se bâtir une nouvelle vie.

Même chose pour les 500 000 Serbes qui ont fui la Croatie ou la Bosnie lors de la sanglante désintégration de la Yougoslavie. Pour eux, les chances de retourner un jour à la maison paraissent bien minces. Pour l'instant, leur humiliation constitue une véritable bombe à retardement pour la région. Autant dire que la paix dans les Balkans ne reposera sur des assises solides que lorsque les pays européens cesseront de diaboliser la Serbie, et qu'ils l'aideront à rebâtir son économie. On en arrive presque à oublier que cette dernière fut jadis l'une des économies les plus prospères et les plus solides de la région.

L'auteur travaille pour Alternatives

La planète des murs

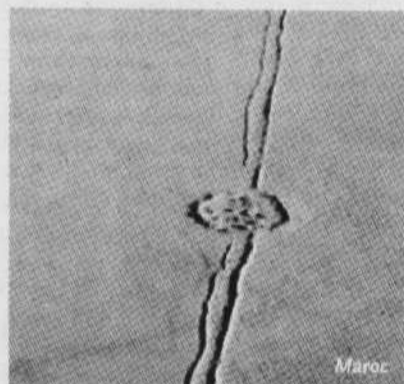
Un peu partout à travers le monde, des murs ont été érigés pour séparer les peuples. Certains font les manchettes. D'autres font rarement parler d'eux. C'est le cas du mur érigé par le Maroc au Sahara occidental.

EDUARDO GALEANO

Vous souvenez-vous du célèbre mur qui divisait la ville de Berlin en deux ? Tous les jours, ou presque, il défrayait les manchettes. Nous avions tellement lu sur lui, nous avions entendu tant de commentaires à son sujet, et nous l'avions aperçu si souvent, à la télévision, que nous avions l'impression de le connaître personnellement. « Mur de la honte », « mur de l'infamie », « rideau de fer », la plus fameuse construction de l'ère soviétique avait reçu plusieurs sobriquets peu flatteurs.

En novembre 1989, le mur de Berlin est finalement tombé. Personne ne s'en plaindra. Mais d'autres murs ont surgi, ailleurs dans le monde. Plusieurs continuent de s'étendre. Certains sont même devenus beaucoup plus imposants que le défunt mur de Berlin. Mais nous n'y accordons guère d'attention, comme si certains murs étaient plus télévisuels ou plus présentables que d'autres. Par exemple, on parle très peu du mur que les États-Unis sont en train d'ériger le long de leur frontière avec le Mexique. Ni de la double rangée de fils barbelés qui a été installée autour des enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, sur la côte du Maroc. Le mur que les Israéliens construisent en Cisjordanie occupée ne fait pas souvent les manchettes, lui non plus. Mine de rien, il sera bientôt quinze fois plus long que le mur de Berlin.

Et que penser du mur qui perpétue depuis 25 ans l'occupation par le Maroc du Sahara occidental ? Autant dire qu'on n'en parle jamais. Ce mur, protégé par des mines et constamment



Maroc



Palestine



Mexique



Berlin

gardé par des milliers de soldats, se révèle pourtant 60 fois plus long que le mur berlinois.

Pourquoi certains murs font si souvent parler d'eux alors que d'autres restent inconnus ? Seroit-ce à cause des murs de silence que les grands médias érigent chaque jour ? Mystère et boule de gomme.

En juillet 2004, la Cour internationale de La Haye a statué que le mur de Cisjordanie violait la loi internationale et elle a ordonné son démantèlement. Jusqu'ici, Israël a fait la sourde oreille.

L'attitude d'Israël n'apparaît pas sans précédent. En octobre 1975, la Cour internationale jugeait qu'il n'y avait pas de lien territorial entre le Sahara occidental et le Royaume du Maroc. Dire que le gouvernement marocain a ignoré cette décision de la Cour constitue un euphémisme. En fait, c'est bien pire que cela. Le lendemain de la décision de la Cour,

le Maroc a envahi le Sahara occidental, dans ce qu'on a appelé la « marche verte ». Le royaume a confisqué de vastes portions du territoire, tout en expulsant les populations, de gré ou de force, dans une vague de feu et de sang.

Ainsi va la vie

De nombreuses résolutions des Nations unies ont confirmé le droit à l'autodétermination des citoyens du Sahara occidental. À quoi bon ? Un plébiscite devait aussi être organisé, pour décider de l'avenir du territoire. Pour être sûr de faire triompher ses vues, le Maroc a inondé le territoire avec des colons marocains. Mais bientôt, même ces gens-là n'apparaissent plus assez loyaux. Alors le roi, celui-là même qui avait accepté l'idée d'un plébiscite, s'est mis à reculer. Plus tard, il a refusé de tenir la consultation.

Et maintenant son fils, l'héritier du trône, poursuit dans la même voie. Le

déni de la réalité constitue une forme de confession. En refusant de permettre la tenue d'un vote, c'est comme si le Maroc admettait qu'il a volé un pays.

Est-ce que nous allons continuer à accepter ce genre de choses ? Quels effets ont eu les innombrables résolutions des Nations unies condamnant l'occupation du territoire palestinien ? Et les innombrables résolutions contre le blocus de Cuba ? Comme le dit le vieil adage : l'hypocrisie est le tribut que le vice paye à la vertu.

De nos jours, le patriotisme constitue le privilège des pays dominants. Le patriotisme des faibles est inmanquablement associé à du populisme ou pire, à du terrorisme. À moins qu'il ne suscite la plus totale indifférence. Les patriotes du Sahara occidental qui se battent depuis 30 ans pour reprendre une place sur l'échiquier mondial ont obtenu la reconnaissance diplomatique de 82 pays, incluant le mien, l'Uruguay. Ce dernier a rejoint la majorité des pays d'Amérique latine et d'Afrique.

L'Europe fait exception. Aucun pays européen n'a reconnu la République sahraouie. Même pas l'Espagne. Selon le cas, on peut interpréter cela comme de l'irresponsabilité, de l'amnésie ou de la désaffection. Il y a trois décennies, le Sahara occidental constituait pourtant une colonie espagnole, et l'Espagne avait le devoir moral de protéger son indépendance. Or, qu'a donc légué l'administration espagnole, au bout d'un siècle ? Une poignée d'experts et une trahison. Elle a servi les Sahraouis sur un plateau pour qu'ils soient dévorés par le Royaume du Maroc.

Il y a quelques années, un journaliste interviewait dans un hôpital de Bagdad une petite fille de huit ans, grièvement blessée dans un bombardement. Au terme de la 11^e opération nécessaire pour lui reconstruire un bras, la petite fille s'était écriée : « Si seulement nous n'avions pas de pétrole ! »

Aujourd'hui, les gens du Sahara occidental sont bien placés pour comprendre le désarroi de la fillette. Peut-être sont-ils coupables seulement parce que la côte de leur pays est reconnue com-

me l'une des plus poissonneuses de tout l'océan Atlantique ? Ou parce que sous l'immensité désertique qui couvre une grande partie de leur territoire, se cachent les plus grandes réserves de phosphate du monde ? Ou peut-être parce qu'on pense y trouver du pétrole, du gaz naturel et de l'uranium ?

Les ressources naturelles feront le malheur de ton peuple. Cette « prophétie » pourrait faire partie du Coran, même si elle ne s'y trouve pas.

Les camps de réfugiés sahraouis du sud de l'Algérie se trouvent dans le plus aride des déserts. Là-bas, tout n'est qu'un vide immense dans lequel seuls des rochers semblent pousser. Et pourtant, c'est à ces endroits et dans les quelques territoires libérés que les Sahraouis ont réussi à construire l'une des sociétés les plus ouvertes et les moins machistes de tout le monde musulman.

Le miracle des Sahraouis, qui sont très pauvres et trop peu nombreux, ne s'explique pas seulement par leur volonté farouche d'être libre. Il dépend aussi de la solidarité internationale. Et une grande partie de celle-ci provient des gens d'Espagne. Leur solidarité, leur mémoire et leur dignité apparaissent bien plus puissantes que les atterroissements des gouvernements et les calculs cyniques du monde des affaires. Vous aurez remarqué que j'écris le mot solidarité. Pas charité. La charité humilie, la solidarité donne du courage. N'oubliez pas le proverbe africain : « La main qui reçoit est toujours plus basse que la main qui donne. »

Les Sahraouis attendent. Ils semblent condamnés à l'angoisse et à la nostalgie. Les camps de réfugiés portent les noms de leurs villes occupées, de leurs liens de rencontres disparus, de leurs familles dispersées : l'Ayoune, Smara, Dakhla. On les appelle les enfants des nuages parce qu'ils ont toujours poursuivi la pluie. Mais depuis plus de 30 ans, ils sont aussi en quête de justice. Dans notre monde, c'est une denrée qui se révèle bien plus rare que l'eau dans le désert.

L'auteur est journaliste à Montevideo, en Uruguay.

BILLET

La face cachée du tramway

NORMAND BAILLARGON

Le tramway va-t-il bientôt réapparaître dans nos rues ? Nos médias en parlent abondamment, en tout cas.

Quoi qu'il en soit, il y a une chose tout à fait remarquable dans leur bavardage : à savoir que les raisons qui sont invoquées pour sortir le tramway des boules à mites de l'histoire sont typiquement économiques, et non pas écologiques : c'est ainsi qu'il est le plus souvent question du « potentiel économique d'un quartier », « d'aller chercher les touristes », et ainsi de suite.

Pourtant, d'un point de vue écologique, il est tellement évident que le tramway (avec le métro et des autobus, non ou très peu polluants) serait une composante d'une politique de transport public urbain cohérente et écologique, qu'on aimerait bien que sa résurrection soit motivée par autre chose que par des considérations platement économiques et touristiques.

Mais il y a peu de chances que cela se produise. Et pour bien le comprendre, revenons sur un mystère qu'on n'évoque jamais, bien qu'il soit beaucoup plus intrigant et bien plus instructif que la résurrection du tramway : je veux parler du mystère de sa disparition.

Le phénomène, j'en suis certain, vous a déjà intrigué. Pendant des années, nous avons eu recours à un moyen de transport public urbain efficace et peu polluant (qui a certes des défauts, notamment la pollution visuelle et sonore, mais des défauts corrigibles). Puis, très vite (mais alors vraiment très, très vite : parlez-en à vos grands-parents), sans même que l'on cherche à l'améliorer, il a été mis au rancart. Pourquoi ?

Prenez Montréal, par exemple. Le premier tramway y a roulé en 1892. Pendant six décennies, les tramways, bientôt électrifiés, sécuritaires, de plus en plus nombreux et appréciés, sillonnent la ville. Puis, en 1959, c'est fini et on arrache tout. Pourquoi ?

Voici la réponse, en un mot : l'automobile; pour la voiture individuelle, dont il fallait faire la promotion et à laquelle il fallait ouvrir les villes.

Choix déliant, direz-vous. En effet. Et c'est pourquoi, dès les années 1920, General Motors, Firestone et la Standard Oil de Californie se sont attelés à la tâche de convaincre l'opinion publique d'opter pour une solution polluante, inefficace et extrêmement coûteuse. Comment faire ? Facile.

D'abord, mise sur pied d'une entreprise-écran (National City Lines) qui, progressivement, achète et contrôle les compagnies qui possèdent les tramways dans des dizaines de villes (New York, Los Angeles, Philadelphie, St-Louis, etc.); puis, démantèlement progressif de ces compagnies au profit d'autobus achetés par un fournisseur appartenant au trio GM, Firestone et Standard Oil; enfin, et en parallèle, action politique par le National Highway Users Conference pour promouvoir, avec succès, la construction d'autoroutes.

Le programme durera trois décennies et aboutit à la destruction des tramways et à une situation où chaque famille a (au moins!) une voiture.

Seule ombre au tableau : en 1959, les compagnies impliquées seront prises sur le fait et traduites en justice. Reconnues coupables de conspiration criminelle, elles devront payer une amende de... 5000 \$. Vous avez bien lu : 5000 \$. Cinq mille dollars pour avoir démantelé des infrastructures valant des milliards et contribué à causer, par la voiture individuelle, des torts peut-être irréparables à la planète.

Mais, pensez-vous, si ce comportement de GM est sans aucun doute criminel, les constructeurs automobiles (et les compagnies) ne sont pas tous des monstres. Prenez Ford. Henry Ford ne souhaitait-il pas — c'était en 1916, à un moment, il est vrai, où il réalisait de faramineux profits — que ses employés touchent un salaire leur permettant d'acquiescer sa Ford T ?

Remarquons d'abord qu'il s'agit là d'un comportement tout ce qu'il y a de plus intéressé. Mais il y a plus, puisqu'on a carrément interdit à Henry Ford d'aller dans cette voie. La décision du manufacturier a en effet été contestée, en cour, dès 1919, par deux frères (John Francis Dodge et Horace Elgin Dodge), tous deux actionnaires de Ford.

Ceux-ci ont fait valoir que Ford devait maximiser ses profits et donc les dividendes de ses actionnaires — et non pas essayer de faire la meilleure voiture possible, ou bien payer correctement ses employés, ou encore agir selon quelque autre absurde motif altruiste, comme, disons, se préoccuper de la santé de la planète qu'on laissera à nos petits-enfants.

La Cour suprême du Michigan a donné raison aux frères Dodge, inscrivant ainsi dans la loi l'obligation, pour une compagnie, de se comporter comme un monstre pathologique.

Au fait : si les frères Dodge ont entrepris cette poursuite et s'ils tenaient tant à obtenir ce jugement, c'est qu'ils souhaitaient, eux aussi, profiter de la manne automobile. La loi, quelques décennies auparavant, avait décrété que les compagnies étaient des « personnes morales immortelles ». Par le jugement contre Ford, elle venait d'établir juridiquement qu'elles devaient se comporter comme des personnes non seulement morales et immortelles, mais aussi ignobles. Rassurés, les frères Dodge ont aussitôt lancé ce qui est devenu Dodge, puis Chrysler, puis Daimler-Chrysler.

Revenons à présent à nos tramways et à nos préoccupations écologiques.

Quoi ? Le cœur n'y est plus ? Allons donc! Qui sait ? C'est peut-être à Bombardier (notre assisté social hautement subventionné) que l'on confiera la construction de notre tramway.

Vous vous sentez rassurés, là ? Non ?

Non ? Ah bon...

baillargeon.normand@uqam.ca

ALTERNATIVES
DIRECTRICE GÉNÉRALE : Marie-Hélène Bonin
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Jean-Simon Gagné

MONTRÉAL — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 25 avril 2007 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Jean-Simon Gagné — COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Ève Gauthier, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Tania Vachon — CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Reibick et Michel Warschawski — RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet — CARICATURE : Boris



Le processus des forums sociaux Du FSM au FSQ : propager l'écho

Le premier Forum social québécois (FSQ) se déroulera du 23 au 26 août 2007 à Montréal. Cet événement inédit à l'échelle de la province entend rassembler toutes les forces vives du changement social dans un travail collectif pour imaginer un Québec différent, qui soit conforme à nos aspirations et à nos idéaux de solidarité, de partage, de justice et de respect mutuel. Cette initiative participe de la mouvance altermondialiste, cette nouvelle forme de mobilisation sociale et politique qui souhaite bâtir un monde émancipé du néolibéralisme, et se place dans la continuité des forums sociaux mondiaux (FSM) initiés en janvier 2001 à Porto Alegre, au Brésil.

Un lieu de convergence dans la diversité

Les forums sociaux sont des espaces ouverts de rencontre et de convergence des mouvements et des individus. En ce sens, ils ne sont ni une association ni une organisation, ils symbolisent plutôt un moment de rassemblement des forces du changement social en un lieu commun. Les forums sociaux sont des lieux de discussion, d'expression, de réflexion, d'échange et de convergence entre une pluralité d'acteurs, de mouvements et d'organisations de la société civile. Ils entendent ainsi donner la parole à ceux et celles qui sont tenus à l'écart des lieux traditionnels de pouvoir, de décision et d'expression. Les forums sociaux sont d'ailleurs des espaces non gouvernementaux et non partisans. Finalement, les forums sociaux cherchent à stimuler des visions alternatives à un type de société construit autour des valeurs de performance, de concurrence, d'individualisme, d'inégalité, d'exploitation, de domination et de conflit.

Les forums sociaux ont donc pour principal objectif de stimuler les initiatives progressistes de transformation sociale, tout en respectant leur diversité. En somme, un forum social est plus que le souhait manifeste d'une alternative, il est l'aperçu concret d'une réalité continue de projets communs. Il se fait l'écho d'une autre société en construction. Lors de chaque forum, les altermondialistes constatent que leurs luttes vont de pair avec des centaines, voire des milliers d'autres combats à travers le monde, dans leur région, leur ville.

Un processus mobilisateur et pluriel

Le processus des forums sociaux suppose la prolifération de forums à l'échelle mondiale, comme autant d'espaces publics critiques indépendants et inclusifs où peut se manifester l'espace de quelques jours toute la multiplicité des luttes, de campagnes et des pratiques alternatives. Les forums sociaux se font ainsi l'écho de la riche diversité des mobilisations sociales à toutes les échelles.

Fruit d'une initiative franco-brésilienne, les FSM se sont diffusés à travers le monde. Porto Alegre, Mumbai, Caracas, Bamako, Karachi et Nairobi, le FSM a parcouru les continents dans le but de permettre une plus grande intégration des populations du monde entier, mais aussi de comprendre la diversité des luttes et des revendications. Ce processus a connu un succès fulgurant sur le plan de la fréquentation. Le premier FSM, en 2001, a rassemblé 20 000 participants, puis a grimpé à 150 000 pour l'édition de Porto Alegre en 2005. Le nombre de participants a donc été multiplié par sept en cinq ans. En 2006, le FSM polycentrique a rassem-

blé 20 000 participants à Bamako, 80 000 à Caracas et près de 40 000 à Karachi. En janvier dernier à Nairobi, 50 000 personnes ont participé au VII^e FSM.

Mais les forums sociaux ne se sont pas limités à l'échelle mondiale, ils se sont diffusés du global vers le local. Ainsi, depuis 2002, se sont déroulés cinq forums sociaux pan-amazoniens, quatre forums sociaux européens, quatre forums sociaux africains, deux forums sociaux asiatiques, deux forums sociaux des Amériques, un forum social de la Méditerranée, un autre des Caraïbes... Sans compter la multitude des forums nationaux (Danemark, Brésil, Ouganda, Inde...) et locaux. Nos voisins et voisines des États-Unis préparent leur premier forum social (qui aura lieu à Atlanta du 27 juin au 1^{er} juillet 2007). Nous préparons le premier Forum social québécois pour le mois d'août.

Un autre Québec est possible!

Multiplier les forums à travers le monde permet à tous ceux et celles qui n'ont pas la chance de se déplacer d'un pays à l'autre de prendre part à ce grand débat collectif sur le monde que nous voulons. Les forums nationaux, comme le FSQ, permettent aussi aux participants et participantes d'exprimer leurs revendications particulières en discutant de thématiques locales et régionales. Cela leur permet de trouver des solutions plus adaptées aux problèmes auxquels ils et elles font face, à des échelles d'action plus accessibles et immédiates.

La récente élection provinciale a consacré l'ascension fulgurante d'un tiers parti qui a chamboulé la structure traditionnelle de la vie politique québécoise. Serions-nous en train d'assister au Québec, comme cela s'est produit ailleurs en Amérique du Nord, au glissement du néolibéralisme vers le néoconservatisme ? Ce fut un vote de contestation, et non un vote de proposition. Cette élection fut l'expression d'un mécontentement social qui fut récupéré et canalisé par un parti démagogue et conservateur, désormais aux portes du pouvoir.

Dans un tel contexte, il est aujourd'hui impératif de recréer un espace de rassemblement et de convergence afin de donner une voix et une visibilité à la multiplicité des luttes, des initiatives et des projets de société pour le Québec de demain. Il faut renouer le dialogue, stimuler la participation citoyenne et inviter tout le monde à débattre et à construire ensemble une société plus juste, solidaire, durable, qui ne soit pas fondée sur la défiance ou la haine de l'autre. Il est crucial que toutes les organisations et personnes progressistes du Québec soutiennent le FSQ, car ce n'est que dans la convergence et le respect de la diversité que l'on pourra résister à ce vent de droite, qui isole plus qu'il ne rassemble. Un autre Québec est possible, et il est aujourd'hui essentiel que nous nous levions pour le clamer haut et fort.

Le premier forum social québécois doit être un succès, celui de la construction et du rassemblement, celui de l'engagement et de l'espoir. Ce n'est plus seulement souhaitable... c'est aujourd'hui nécessaire.

Secrétariat du FSQ
www.forumsocialquebecois.org

Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Téléphone _____
Courriel _____

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal!
Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

Moi, Conrad Black, ex-empereur

Le procès pour fraude de l'ancien magnat de la presse Conrad Black se poursuit depuis plusieurs semaines, à Chicago. Accusé d'avoir dérobé 80 millions \$ à la société Hollinger International, qu'il dirigeait, M. Black risque la prison à perpétuité. Dans ce texte publié par l'hédomadaire américain *The Nation*, notre collaboratrice Naomi Klein s'intéresse au choix du jury, qui a servi de prélude à ce procès spectaculaire.

NAOMI KLEIN

Le mois dernier, durant la sélection du jury en vue du procès pour fraude de Conrad Black, à Chicago, la juge a interrogé les candidats potentiels sur leurs impressions à propos du pays natal de l'accusé, le Canada. « *Un pays socialiste* », a répondu l'un d'eux. En entendant cela, l'ex-baron de la presse s'est tourné vers son épouse, Barbara Amiels, et ils ont échangé un sourire. Enfin un juré qui partageait leur point de vue!

L'anecdote illustre à quel point le procès de Conrad Black constitue une étrange affaire. En résumé, un citoyen canadien ayant abandonné sa citoyenneté pour devenir un Lord britannique subit un procès aux États-Unis pour avoir volé des dizaines de millions de dollars aux actionnaires de Hollinger International, un holding financier basé à Chicago. Et même si la moindre rumeur dans les coulisses du procès fait les manchettes de la presse internationale, la plupart



des Américains n'ont jamais entendu parler de Conrad Black. « Dans son intervention initiale, l'avocat de M. Black, Edward Genson, a donc entrepris de rassurer les jurés. « *Dans son Canada natal et en Angleterre, M. Black est un homme respecté* », a-t-il expliqué.

Au fond, il apparaît logique que Lord Black soit encore un parfait inconnu à Chicago. Il ne s'est jamais senti obligé de se préoccuper de la politique aux États-Unis, puisque de son point de vue, le pays frôle la perfection. Ce sont plutôt les autres pays du monde anglo-saxon qui avaient désespérément besoin de la bonne parole et des sages conseils de M. Black. Pour lui, il s'agissait de l'œuvre de sa vie.

Conrad Black fait partie des principaux partisans de « l'Anglosphère », un mouvement favorable à la création d'un bloc des pays anglophones. Ces gens estiment que les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande devraient se regrouper pour faire face au monde musulman ou à tout autre partie du monde qui pourrait constituer une menace. Pour Conrad Black, les États-Unis ne

constituent pas seulement les leaders incontestés de l'Anglosphère. Ils représentent aussi un modèle économique et militaire que les autres pays anglophones devraient imiter. Tout le contraire de l'Union européenne, jugée trop faible et trop conciliante (...)

Au Canada, où il a contrôlé durant une certaine période la moitié des quotidiens, le discours proaméricain de M. Black était encore plus strident. Quand il a fondé le *National Post*, en 1998, il caressait l'objectif de l'utiliser pour libérer les Canadiens du filet de sécurité sociale et pour unifier la droite afin d'enlever le pouvoir aux gouvernements libéraux.

Dans la conception du monde du magnat de la presse, il allait de soi que c'est aux États-Unis qu'on pouvait espérer dénicher des jurés sympathiques à sa cause. Dans son imaginaire, les citoyens américains célèbrent les gens riches, parce qu'ils sont tous susceptibles de rejoindre un jour ou l'autre la classe des biens nantis. Tout le contraire des Canadiens et des Européens moyens, que Black décrit comme des « envieux », des malheureux étouffés par les impôts.

Il est vrai qu'en 2000, au plus fort de la bulle spéculative sur les marchés boursiers, M. Black aurait peut-être pu rassembler un jury qui lui soit favorable. Il aurait même pu dénicher des gens émerveillés par son habileté à siphonner les profits d'Hollinger dans son propre compte en banque. Mais en 2007, Lord Black doit composer avec les ravages provoqués par l'éclatement de la bulle spéculative et par l'essoufflement de la révolution idéologique dont il faisait la promotion mondiale.

Alors que la juge interrogeait un groupe de 140 candidats, dans le but de réduire le groupe à douze jurés, plus huit substituts, la réalité a refait surface. Parmi les jurés potentiels, il s'en trouvait beaucoup qui avaient perdu toutes leurs économies dans le naufrage de Worldcom, qui avaient vu leur pension s'évanouir avec le krach boursier, qui avaient été congédiés par des entreprises démenageant à l'étranger ou dont les finances personnelles avaient été mises à mal par le vol d'identité.

Quand on leur demandait ce qu'ils pensaient des p.d.g. qui gagnaient des dizaines de millions de dollars, les aspirants jurés émettaient presque tous des jugements négatifs. « *Qui donc effectue un travail à ce point important ou mérite un salaire semblable ?* » a demandé l'un d'entre eux. Un apprenti mécanicien syndiqué a confié que peu importe le nombre d'heures de travail qu'il effectue, il arrive « *à peine à s'en sortir* ». Personne n'a félicité Conrad Black.

Plusieurs des candidats jurés interrogés semblaient considérer les grandes fortunes nord-américaines de la même manière que les Russes voient leurs oligarques. Pour eux, même si ces fortunes ont été amassées de manière légale, une telle concentration de richesse n'a aucune raison d'exister.

« *Je suis sûr que ces magouilles se poursuivent encore et j'espère qu'ils vont se faire prendre* », a expliqué John Tien, un comptable de Boeing âgé de 40 ans. L'exposé de M. Tien sur le caractère endémique des magouilles comptables au sein des entreprises américaines était si élaboré que les avocats de M. Black ont jugé bon d'intervenir. En fait, ils ont demandé au juge de pouvoir le questionner en privé, pour éviter que son point de vue n'influence les autres candidats.

Peu importe la suite de la saga Conrad Black. La sélection du jury a déjà fourni un extraordinaire aperçu de la façon dont des Américains moyens, sélectionnés au hasard, perçoivent leurs élites. Non pas comme des héros, mais plutôt comme des voleurs.

Du point de vue de Lord Black, tout cela apparaît parfaitement injuste. Selon lui, on le livre en pâture « *à la populace* » parce qu'on a ras-le-bol du système et parce qu'il n'a jamais songé à imiter les milliardaires américains, qui portent des pantalons en velours côtelé et qui lèguent leur fortune à des fondations pour combattre le sida. Les avocats de M. Black ont tenté en vain de convaincre le juge que leur client ne pouvait pas obtenir un procès juste et équitable parce que le citoyen moyen de Chicago « *n'habite pas plus d'une maison, n'a pas de domestiques à son service, n'utilise pas les services d'un chauffeur, ne possède pas de meubles luxueux et ne tient jamais de fêtes mondaines hors de prix* ».

Il ne fait aucun doute que ce qui se passe au procès de Conrad Black ressemble moins à un procès pour fraude qu'à une guerre de classes. Même si l'ex-baron de la presse gagne, il aura beaucoup plus de difficulté à faire avaler au monde un modèle idéologique qui suscite autant de scepticisme chez lui.

CHILI

SUITE DE LA UNE

ronnement et le caractère sécuritaire de son projet. Selon la compagnie, le périmètre de la mine n'inclut aucun glacier. De plus, Barrick Gold s'engage à respecter les conditions posées par la Commission nationale de l'environnement, l'équivalent chilien du ministère de l'Environnement. Le 15 février 2006, la Commission a approuvé le projet, en y joignant toutefois plus de 400 conditions. Dans son rapport, l'autorité environnementale chilienne empêche notamment la destruction ou le déplacement des glaciers.

La multinationale canadienne a aussi effectué plusieurs promesses visant à réduire les risques de contamination des cours d'eau. Elle s'engage à recueillir toute l'eau mise en contact avec les opérations minières. Le précieux liquide serait ensuite recyclé et réutilisé. Les contrôles de qualité de l'eau font aussi partie des mesures promises. Des échantillons, prélevés dans les nappes phréatiques et dans les eaux de surface, permettront d'évaluer les concentrations en produits toxiques. On s'assurera ainsi que les affluents de la vallée et les cours d'eau en amont des villages respectent les normes nationales.

Des doutes subsistent

Mais il en faudrait davantage pour rassurer les opposants, qui doutent de la bonne foi de Barrick Gold. « *Dans ses premières études d'impact environnemental, la compagnie ne mentionnait nulle part la question des glaciers, rappelle Lucio Cuenca Berger, de l'Observatoire latino-américain de conflits environnementaux (OLCA en espagnol). C'est seulement à la suite des observations et des critiques des citoyens que l'entreprise a proposé le déplacement des glaciers situés au-dessus du gisement.* »

Si le nouveau plan de la mine évite désormais la zone des glaciers, l'entreprise a toujours la possibilité d'effectuer des travaux souterrains, disent en substance les opposants. Ces activités souterraines, combinées aux opérations de surface, pourraient affecter les glaciers sans même les toucher directement. Pour les habitants de la région, la question ne saurait être prise à la légère, puisqu'on ne pourra reconstruire les précieux amas de glace s'ils disparaissent. En l'espace de 25 ans, à cause du réchauffement climatique et des travaux exploratoires de la mine, les glaciers en question ont déjà vu leur taille diminuer de près de 60 %...

M. Cuenca Berger, un ingénieur, s'inquiète également de la manière dont on disposera des résidus miniers. On sait que les déchets rocheux des mines dégagent plusieurs substances toxiques. Alors comment éviter que ces produits ne se propagent dans la nature, en contaminant les sols et les cours d'eau ? Le cas échéant, cette pollution perdurera bien après que la mine ait cessé ses activités, dans environ 20 ans. « *Aucune mine n'est capable d'assurer à 100 % qu'il n'y aura pas de contamination* », prévient pour sa part Lucio Cuenca Berger, le porte-parole de l'OLCA.

Malgré son approbation par la Commission nationale de l'environnement, l'opposition au projet Pascua Lama se poursuit. Même les promesses

d'emplois et de retombées économiques ne parviennent pas à convaincre tout le monde de fermer les yeux sur les conséquences environnementales à long terme. Une manifestation locale a rassemblé un millier de personnes, en septembre. Quelques mois plus tard, un blocage pacifique de la route menant aux installations de la compagnie a conduit à l'arrestation de 48 personnes.

Une réputation sulfureuse

Ce n'est pas la première fois que Barrick Gold se retrouve au cœur de la controverse. On peut même dire que la compagnie cultive un certain flou politique. En 1992, l'administration du président George Bush père avait modifié la législation minière des États-Unis, ce qui aurait permis à Barrick de sauver environ un milliard \$US en impôts. Comme par hasard, en 1995, M. Bush entraînait au conseil d'administration de l'entreprise à titre de « conseiller spécial ». Plus près de nous, la multinationale a été soupçonnée d'atteintes aux droits humains au Congo et en Tanzanie.

Mais quelques indices laissent croire que l'impunité des compagnies minières canadiennes à l'étranger pourrait tirer à sa fin. Un comité regroupant des représentants de l'industrie et

de plusieurs ONG vient de recommander au gouvernement fédéral l'instauration d'un code d'éthique pour les compagnies minières canadiennes. Le respect des droits de l'homme et la protection de l'environnement y figureraient en bonne place. Le comité a aussi suggéré la nomination d'un ombudsman indépendant, chargé de recevoir les plaintes et de produire un rapport public.

Les compagnies fautives pourraient se voir retirer certains privilèges accordés par le gouvernement fédéral, notamment les subventions, l'appui des ambassades canadiennes et les déductions fiscales offertes aux entreprises étrangères payant de l'impôt à l'étranger. Les auteurs du rapport croient aussi que la crainte de voir leurs pratiques peu glorieuses dévoilées au grand jour pourrait inciter certaines compagnies à se comporter de manière plus convenable.

En attendant, les opposants au projet Pascua Lama ont dû se résoudre à porter leur cause sur la scène internationale. En janvier, les représentants de l'OLCA ainsi que plusieurs dirigeants autochtones ont effectué une visite au Canada. Ils ont même pu participer aux travaux du comité proposant l'instauration d'un code d'éthique. Aux yeux du porte-parole de l'OLCA, Lucio Cuenca Berger, l'idée du code semble prometteuse, mais à deux conditions. D'abord, ce code d'éthique doit être régi par l'État. Ensuite, il doit posséder un caractère contraignant.

À défaut de quoi, selon lui, le code finirait par devenir une autre collection de vœux pieux. Comme il l'affirme : « *Tous les codes [d'éthique] faits de mesures volontaires ont jusqu'à présent démontré leur inefficacité.* »

L'auteur est membre du conseil d'administration d'Alternatives

Faculté de l'éducation permanente

La faculté d'évoluer



NOUVEAU

Certificat en coopération internationale

Un programme pluridisciplinaire dont l'objectif est d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour comprendre, analyser et agir dans des situations et des contextes liés à la coopération internationale et au développement.

Toutes les dimensions du programme ont été conçues et développées en étroite collaboration avec ces organismes partenaires : CCI (Carrefour canadien international), CEI (Centre canadien d'étude et de coopération internationale), CUSO (Canadian University Services Overseas), Équiterre, Jeunesse Canada Monde, Oxfam-Québec et SACO (Service d'assistance canadienne aux organismes).


Ce programme de premier cycle s'adresse aux candidats ayant complété une formation universitaire initiale dans un domaine pertinent, ou aux candidats ayant complété un DEC général ou technique et qui détiennent une expérience professionnelle d'une année.

Responsable du programme
Louise Blanchette

AUTOMNE 2007

514 343.6090 1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca/cooperation/

Université  de Montréal

4^e SOMMET
CITOYEN
DE MONTRÉAL



1^{er} AU 3 JUIN 2007 À L'UQAM

Économie, environnement,
aménagement et démocratie
participative :

LE DROIT À
LA VILLE!



www.4sc.ecologieurbaine.net

DOCUMENTAIRES

Le porteur d'eau

Tourné et réalisé par Pascal Gélinas. Musique Jean Saint-Onge. 52 minutes, 2007

À travers la quête de l'eau potable, le documentaire *Le Porteur d'eau* raconte comment des villageois indonésiens — catholiques et musulmans — en arrivent à travailler ensemble. Réduites à la passivité pendant l'interminable dictature du président Mohamad Suharto (1967-1998), les communautés pauvres de l'île de Flores, dans l'est de l'Indonésie, connaissent un réveil spectaculaire. Elles rêvent de démocratie directe, d'autonomie durable, de gestion des ressources naturelles, au grand dam des profiteurs locaux. Depuis l'époque coloniale, plusieurs se sont servis du « développement » et de la complicité des notables pour s'enrichir, sans véritablement améliorer la vie dans la région.

Le film de Pascal Gélinas, à qui l'on doit notamment *La turbine des années dures* (1983), trace en même temps le portrait de Gilles Raymond, ex-coopérant québécois désillusionné par certains travers de l'aide internationale. Parlant des organismes de développement, Raymond explique qu'il s'agit « de beau monde », même s'ils finissent par constituer un système qui ponctionne l'argent devant aller aux pauvres, en multipliant les intermédiaires. Las, mais pas défaitiste, l'ancien citoyen du village de Saint-Esprit, dans le Bas-Saint-Laurent, a refait sa vie à Flores. Il conseille désormais ses voisins sur la mise en place d'un système autogéré d'entraide. Prêchant par l'exemple, il les invite à dépasser les clivages religieux et les méfiances ancestrales.

Au début, on peut croire que le choix de vie de Gilles Raymond résulte d'un simple coup de foudre pour la beauté de l'île et pour la gentillesse des insulaires. « L'eau, c'est plus que de l'eau, explique-t-il. C'est une veine qui mène au cœur des humains. » Mais le réalisateur Pascal Gélinas explore aussi le passé militant de cet homme remarquable. Il retrace son combat inégal contre la lente agonie des régions du Québec.

L'étonnante réussite du mouvement communautaire de l'île de Florès — qui commence à se répandre sur d'autres îles de l'archipel indonésien — s'explique en grande partie par son enracinement dans les traditions locales. Les instigateurs du projet ne se sont pas substitués aux villageois. Ils se sont contentés de les aider à bâtir leur propre système d'autogestion. Leur démarche, empreinte de respect, semble avoir plu à certains fonctionnaires indonésiens que l'on croise dans le film. Désabusés par la corruption du système officiel, ces fonctionnaires semblent considérer que la méthode leur permet de mieux faire leur travail.

Au Québec, l'expression « porteur d'eau » rime avec soumission. Mais en Indonésie, c'est tout le contraire. Le porteur d'eau est celui qui permet à la vie de continuer. On ne pouvait imaginer un meilleur titre pour un documentaire optimiste, mais sans être naïf. Rehaussé par la narration de Jacques Languiand, le film de Pascal Gélinas intéressera tous ceux qui, comme l'Indonésien d'adoption Gilles Raymond, cherchent un projet de vie « entre la compassion et la justice ».



ADAM NOVAK

Changer le monde ? Quelle drôle d'idée!

Réalisé par Violaine Bonnassies, Judith Cayer, Mélina Morin et Manuela Santiago-Teigeler. 60 minutes, 2007

Premier long-métrage francophone sur le Forum social mondial (FSM), *Changer le monde quelle drôle d'idée!* tente de répondre à une question mille fois posée. Est-ce que le Forum social, cet espace de convergences et de démocratie participative, contribue réellement au changement de nos sociétés et à la construction d'un monde « différent » ?

En choisissant de répondre à cette question, les réalisatrices du film, Judith Cayer, Violaine Bonnassies, Manuela Santiago-Teigeler et Mélina Morin ont placé la barre très haut. Mais c'est aussi avec les grands moyens qu'elles ont choisi d'aborder leur sujet. De Bamako à Caracas en passant par Porto Alegre, les documentaristes ont participé à plusieurs éditions du forum social mondial. Elles ont pu y rencontrer les « personnalités » du mouvement altermondialiste. Toujours en vue de leur poser la fameuse question.

On pense entre autres à Chico Whitaker, co-fondateur du FSM et à Blanca Chancoso, membre du comité organisateur du Forum social des peuples autochtones, pour ne nommer que ceux-là. Inévitablement, le débat sur la raison d'être du forum ressort au grand jour et débouche sur une autre question. Est-ce que l'événement doit rester un espace pluraliste ou bien devenir un lieu de prise de position politique ?

L'intérêt du film repose aussi sur la présentation de l'expérience vécue par les participants au FSM. La caméra suit en effet trois personnes parmi la foule, soit une québécoise, un vénézuélien et une malienne. À travers leur regard et leur expérience, le spectateur arrive mieux à saisir l'ampleur du Forum social et son impact.

L'ensemble se distingue par la couleur de ses images et par la qualité des témoignages. À ceux et celles qui ont eu la chance de participer à un forum social mondial, il en rappellera toute la pertinence. Pour les autres, il constituera une excellente entrée en la matière. Et si ce premier long-métrage sur le Forum social ne répond pas à toutes les grandes questions, il donne certainement envie de continuer à en chercher les réponses !

Présenté à la salle Marie Gérin-Lajoie de l'UQAM le 25 avril à 19 hres.

CATHERINE BINETTE

LIVRE

ESSAI

Global : Luttes et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique latine

Antonio Negri & Giuseppe Cocco. Éditions Amsterdam, 220 p.

Les marxistes italiens Antonio Negri et Giuseppe Cocco proposent une lecture fort intéressante de la situation qui prévaut actuellement en Amérique latine. Reprenant pour l'essentiel les thèses développées par Negri et son confrère étasunien Michael Hardt dans *Empire et Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, les deux auteurs prolongent cette approche en s'appuyant sur les changements politiques qui sont survenus au cours des dernières années sur le continent latino-américain. À partir notamment des expériences argentines et brésiliennes, ils démontrent comment cette recombinaison politique s'inscrit dans la lutte au projet néolibéral de mondialisation et ce, au cœur même de l'Empire.

Pour Negri et Cocco, ce n'est pas le vieux projet de développement nationaliste et anti impérialiste qui caractérise le virage à gauche de l'Amérique latine, mais plutôt l'interdépendance entre les pays, cette volonté d'interaction par l'intégration politique et économique. Bien que ces projets soient encore à l'état embryonnaire, les « gauches » seraient en train de construire une nouvelle forme de gouvernance démocratique à l'échelle du continent. Dépassant ainsi le cadre national, cette interdépendance serait le fruit des luttes sociales et politiques inscrites à l'intérieur de chaque pays. Faisant l'apologie de ces nouvelles formes de mobilisation, les deux compères soulignent que les victoires de la « gauche » ont été précédées par la « multitude » agissante dans les mouvements populaires et indigènes.

Les auteurs nous laissent parfois perplexes devant cette volonté un peu anarchisante « d'en finir avec les États nations » et de « réinventer les institutions au-delà de l'État ». Mais il ne fait pas de doute que leur contribution au débat est encore une fois à la hauteur. Autant *Multitude* pouvait laisser le lecteur sur son appétit, autant ce nouvel essai apparaît riche et stimulant. Il se situe en ligne directe avec la volonté de sortir des sentiers battus par une gauche politique passiste qui n'a pas encore réalisé que le monde a changé. Résolument antidogmatique sur le plan idéologique et porté essentiellement par le renouvellement des pratiques de lutte, *Global* offre ainsi au lecteur un cadre d'analyse qui saura certainement apporter un éclairage important aux débats qui traversent la mouvance altermondialiste.

JACQUES LÉTOURNEAU

Entrevue avec Hervé Kempf

Il y a de méchants hommes sur terre

« *Candides camarades, il y a de méchants hommes sur terre. Si l'on veut être écologiste, il faut arrêter d'être benêt.* » Ainsi s'exprimait le journaliste du *Monde* Hervé Kempf, lors d'un récent passage au Québec pour faire la promotion de son livre *Comment les riches détruisent la planète. Alternatives l'a rencontré.*

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Par un petit matin frisquet d'un printemps qui n'en finissait pas de ne pas vouloir se pointer le bout du nez, nous avons rendez-vous dans un chic hôtel de Montréal avec Hervé Kempf, qui enfile les entrevues avant de se diriger vers Gatineau. Au printemps 2005, *Alternatives* l'avait déjà interviewé. C'était alors sur la Palestine. Un touchant ouvrage qu'il venait de publier en collaboration avec le photographe Jérôme Equer, *La vie en cage*.

Mais la Palestine était une sorte d'accident dans le parcours professionnel de l'intéressé. Depuis plus de vingt ans, au *Courrier international* puis à *La Recherche* et enfin au *Monde*, le Français Hervé Kempf témoigne des bouleversements écologiques, des changements climatiques, des OGM, de la biodiversité en péril. En 2003, il faisait paraître un premier livre, *La guerre secrète des OGM*. En 2006, voilà qu'il récidive avec *Comment les riches détruisent la planète* (Seuil).

Un brûlot, un pamphlet, diront certains. Fort bien documenté, au demeurant. Mais il est devenu difficile, à moins d'être complètement idiot, et surtout d'une mauvaise foi incommensurable, de ne pas constater qu'il y a un péril en la demeure. Même si dans nos vies de tous les jours cela est difficile à percevoir concrètement.

Ces riches qui détruisent la planète, c'est 10 ou 20 % de la population des plus riches, explique Hervé Kempf. Ce sont donc les très riches : patrons de grandes entreprises, financiers, spéculateurs, nouveaux riches de l'économie virtuelle des *stock options*. Mais c'est plus que ça aussi. Car entre les riches et les riches de la classe moyenne, la frontière est parfois floue. D'ailleurs, le journaliste ne pose pas la question en terme de classe sociale. Il évite même d'employer cette terminologie aux relents marxistes usés. En définitive, pour lui, ce sont ceux qui ne sont pas pauvres qui détruisent la planète.

D'où la nécessité de militer pour un salaire maximum, insiste l'écologiste écrivain qui rappelle au passage que l'un des pères du capitalisme, Henry Ford, disait déjà en son temps que le salaire des patrons ne devait pas dépasser de plus de 20 % celui des employés. Avec la chute du communisme au tournant des années 1990, explique Hervé Kempf, le capitalisme s'est emballé. Jusque là, le Bloc soviétique avait obligé l'Occident libéral à se doter d'une morale pour lui faire contrepoids. C'est ainsi que se sont construites nos sociétés, où il fait bon vivre : filet de sécurité sociale, accès universel à l'éducation et aux

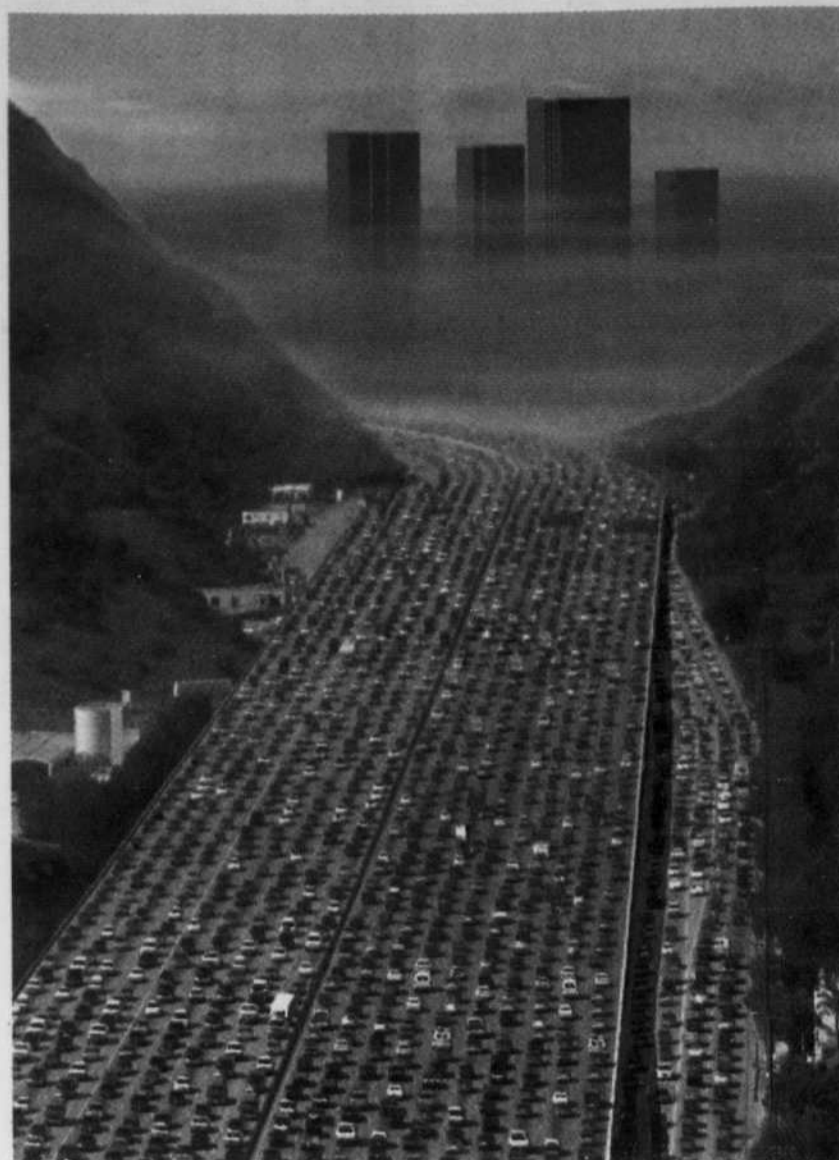


PHOTO : TRANSFUTURE.NET

Une vision à peine trafiquée d'une célèbre autoroute californienne, non loin de Los Angeles.

soins de santé, etc. Le monde apparaissant aujourd'hui sans autre alternative que le néolibéralisme, pourquoi alors s'encombrer d'idées telles la solidarité, le bien public ? C'est ainsi que les oligarques tentent de plus en plus de faire disparaître les mécanismes mêmes de la démocratie qui permettent le libre débat public.

« Il faut (...) comprendre que crise écologique et crise sociale sont les deux facettes d'un même désastre, écrit-il. Et que ce désastre est mis en œuvre par un système de pouvoir qui n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes. » À la maxime nous demandant de penser globalement et d'agir localement, il ajoute : « Consommer moins, répartir mieux, car la croissance matérielle accroît la dégradation environnementale. »

Et les hommes et les femmes politiques dans tout ça ? Et bien, les politiques, pour une grande partie d'entre eux, sont de facto parmi les oligarques. Ils ont appuyé la grande victoire du néolibéralisme. En prenant le tournant du libéralisme économique, la gauche a abandonné la justice sociale, au lieu de reformuler sa pensée. Mais elle est en train de se rendre compte qu'elle a laissé passer le train de l'égalité sociale. Pour l'auteur, c'est bien la raison pour laquelle la gauche en France peine tant dans l'actuelle campagne présidentielle, dont le premier tour prenait place ce dimanche 22 avril.

« Sarko [Nicolas Sarkozy, candidat présidentiel de la droite en France, UMP] est un ami personnel des grands patrons. Il a une approche très intelligente, subtile, et une habileté populiste pour parler au peuple », laisse alors tomber celui qui n'est guère enchanté par la perspective de l'élection d'un homme qui a traité de racaille la

jeunesse des banlieues françaises issue de l'immigration.

N'en déplaît à Nicholas Hulot, star de l'écologie en France, la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose, prévient Hervé Kempf. Et même si la gauche a beaucoup de mal à intégrer le discours écologiste, insiste-t-il, il n'empêche que sa position vis-à-vis de ces questions est bien meilleure que celle de la droite. Nicolas Hulot a pensé un temps se présenter candidat à la présidence, mais s'est finalement désisté et n'a pas pris position en faveur d'un candidat ou d'un autre, prétextant que l'écologie n'était ni de droite ni de gauche.

D'un autre côté, le grand défaut des membres des partis écologistes, selon le journaliste, c'est que leurs discours et programmes sont désincarnés, réduits à une vision simpliste et exclusivement environnementaliste, hors question sociale. « Il faut réactiver la question sociale martèle-t-il. Il est absolument anormal qu'il y ait autant de gens à la rue, autant d'enfants qui ne sachent pas lire. »

En définitive, Hervé Kempf demeure optimiste étant donnée la fulgurante évolution des esprits sur ces questions au cours des dernières années. Et il croit aussi que la classe moyenne jouera un rôle important pour remettre au goût du jour les valeurs de solidarité et de justice sociale, comme elle l'a historiquement toujours fait. « Il y a un mouvement social qui se ranime et qui va réussir à décrocher une partie des oligarques. »

L'imagination au pouvoir ?



David Homel

Admettons que vous soyez écrivain canadien, et que vous viviez dans le Canada de Stephen Harper. Ça veut dire, franchement, que vous êtes en conflit avec votre gouvernement. On ne parle pas d'un conflit sur les détails, mais plutôt d'un désaccord fondamental sur le rôle du gouvernement fédéral dans le soutien aux arts dans ce pays.

Alors, quoi faire ?

Vous militez avec l'outil que vous maîtrisez le plus : votre imagination. C'est justement ce que les écrivains ont décidé de faire dernièrement, avec de bons résultats dans nos médias. Oui, ils ont fait une manif dans le vent le 16 avril dernier à Ottawa. Mais ce n'est pas grâce à cet événement sur la colline parlementaire qu'on a parlé d'eux.

Tout a commencé avec l'aspiration secrète de monsieur Harper. Il paraît que le premier ministre est en train d'écrire un livre. Stephen Harper veut être écrivain. On le comprend, c'est un noble statut. Bienvenu dans notre petit club, Stephen.

Le livre que monsieur Harper désire écrire porte sur le hockey. J'aime bien ce sport, mais avec le réchauffement de la planète qui touche les patinoires extérieures, je joue plus au hockey au gymnase. Mais un livre est un livre, roman ou essai sur le sport national, et nous serons contents d'avoir Harper dans nos unions d'écrivains quand il aura publié son bouquin.

Voilà le sens de la lettre ouverte que Susan Swan, romancière torontoise, a adressée à notre écrivain de la relève. Avec une très fine touche d'humour, et très peu d'amertume, Swan lui décrit tous les écueils qui attendent un jeune écrivain comme lui. Pauvre Harper, le temps de publier son livre, il

ne restera plus un sou dans le programme du droit de prêt public, qui rémunère les auteurs pour la présence de leurs œuvres dans les bibliothèques. Et pauvre Harper encore, car si on s'intéresse à son projet à l'étranger, comme aux USA où on joue à ce sport aussi, il ne restera plus d'argent pour la promotion internationale afin de le mettre en vedette, lui et d'autres écrivains.

Et, le moment venu, qui monsieur Harper pourra-t-il blâmer pour ces lacunes ? Son propre gouvernement qui, par exemple, vient de couper 11,4 millions de dollars dans les programmes culturels à l'étranger. Chemin faisant, son gouvernement a aussi oublié que, pour un dollar qu'on investit à la culture, on en retire huit. Lorsque son livre sur le hockey sera prêt, il va être confronté à un bien triste paysage.

Voilà la meilleure arme que nous ayons, nous, les écrivains : la parole. Yann Martel a fait résonner la sienne dans un papier paru dans le *Globe and Mail* récemment, qui publia également la lettre ouverte de Susan Swan. Oui, Martel nous a rappelé que le gouvernement fédéral dépense l'équivalent de 5,50 \$ par Canadien pour la culture chaque année, c'est-à-dire, le coût de deux cafés au lait. Mais quand Martel s'est proposé d'envoyer un livre à Stephen Harper aux deux semaines, à partir du 16 avril, et de communiquer les résultats dans un site web (whatisstephenharperreading.ca), voilà que les médias se sont intéressés à son idée.

Se plaindre ne suffit plus. Avec de l'humour et même de la tendresse, comme dans la lettre de la romancière Susan Swan, il faut réveiller notre classe politique avec tous les moyens qui nous tombent sous la main.